

• (8.50 p.m.)

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'aurais quelques idées à exprimer au sujet du débat qui, de toute évidence, est d'importance considérable. Il me semble que nous ne devons pas oublier que nous sommes à Ottawa et non à Washington. Par conséquent, certaines considérations qui pourraient être valables pour des personnes occupant notre situation aux États-Unis le sont à peine pour nous au Canada. Ce système de dissuasion est-il le plus payant ou les États-Unis peuvent-ils se permettre de l'avoir? Ces questions se posent à peine dans notre pays. Mais il y a des aspects de la question que nous devons examiner. Naturellement, le premier concerne la propre réponse du Canada à la décision du président des États-Unis; le second a trait à la façon d'y répondre d'une manière autorisée et efficace. En d'autres termes, nous devons nous demander si nous avons été consultés suffisamment, ce à quoi nous avons droit.

Je sais qu'il y a des Canadiens qui ont tendance à voir des motifs cachés derrière les décisions prises par les États-Unis en matière de défense. Ce n'est pas là un raisonnement particulièrement fructueux ou efficace, et cela ne peut vraiment pas nous amener à exercer une influence réelle sur la politique des États-Unis. Nous possédons une influence que nous devons chercher à renforcer, en raison de nos atouts économiques et de notre situation géographique.

Je suis aussi inquiet au sujet de l'indépendance du Canada et de la paix dans le monde que n'importe qui ici, monsieur l'Orateur, mais je ne vois pas comment on peut protéger nos intérêts si l'on persiste à faire une censure presque pavlovienne des actes des États-Unis. Le ministre a donné à entendre que nous partageons le même danger de l'emploi d'armes nucléaires; nous sommes tous dans le même sac et nous partagerons le sort de tout le genre humain. Nous sommes tous d'accord là-dessus, mais cela ne nous mène pas bien loin. Le premier ministre a insisté sur un certain nombre de points qui importent à son gouvernement—la crédibilité des moyens de dissuasion, la préservation de ce qu'il a appelé l'équilibre instable de la terre et l'importance de prévenir la rupture de cet équilibre instable. Il a dit que nous devrions nous assurer qu'aucun des deux adversaires ne précipite les choses. Franchement, je ne vois pas comment nous pourrions le faire. Soyons réalistes. Comment s'assurer qu'aucune des grandes puissances ne prendra les devants et ne rompra ce que le premier ministre appelle l'équilibre instable de la ter-

[Le très hon. M. Trudeau.]

reur. Comment prévenir l'escalade des armes nucléaires? Comment le faire de concert avec les deux grandes puissances nucléaires? Alors, est-ce réaliste pour le premier ministre de notre pays de nous dire que nous devons nous assurer qu'aucun des deux adversaires ne prendra les devants? Si nous pouvons, par une conférence sur le désarmement ou toute autre sorte de conférence, en arriver à un genre d'accord sur cette question, ce sera un point de gagné. Assurément nous devons souligner l'importance d'une entente ou d'un accord semblable. Mais devant la question que nous étudions ce soir, est-ce être réaliste pour nous, Canadiens, de nous dire: Nous devons voir à ce qu'aucun des deux côtés ne prenne les devants? Je le répète, monsieur l'Orateur, comment devons-nous nous y prendre?

Notre parti, bien sûr, est très préoccupé par les répercussions de l'annonce du président. Je suis d'accord avec le premier ministre et le chef du Nouveau parti démocratique: nous ne devons pas nous inquiéter outre mesure de l'effet immédiat que la politique des États-Unis aura sur nous. Après tout, si on a recours aux armes nucléaires, il n'y aura plus grand-raison de s'inquiéter. Je sais que nous avons des rapports bien particuliers avec les États-Unis et que nous ne pourrions pas les rompre même si nous le voulions. Ils découlent en partie de notre situation géographique, de notre proximité, mais également d'un intérêt commun pour la sécurité du continent, du reste du monde libre et des pays émergents. Ces relations devraient signifier que nous pouvons considérer les États-Unis comme des amis et alliés et que nous pouvons attendre en retour de ce pays la considération qu'impliquent une amitié et une alliance étroites. Je n'ignore pas que les États-Unis ont parfois tort. Nous aussi au Canada, nous avons parfois tort. Je n'ignore pas davantage qu'à l'occasion nos intérêts sont en conflit. Mais à tout prendre, nous avons des intérêts communs, des buts et des objectifs communs.

N'oublions pas non plus que le président des États-Unis a d'énormes responsabilités en ce qui concerne les décisions à prendre en ce domaine. Il est responsable de la défense non seulement de son propre pays, mais de celle du monde libre. Donc, bien que nous ayons à tenir compte des effets sur notre pays de la politique américaine de défense, nous devons surtout envisager ses effets sur la paix dans le monde et sur le sort de l'humanité. Les Canadiens devraient savoir ce que cette décision représente pour nous.

Il est possible, si l'URSS met sur pied un réseau de défense de missiles antimissiles, que chaque missile qu'elle enverra violera l'espace